

L'AVANT-GARDE.



PRIX DE L'ABONNEMENT:

	1 an	6 mois	3 mois
PARIS.....	18 fr.	9 fr.	4 fr. 50
BANLIEUE....	24	12	6
DÉPARTEMENT..	32	16	8
ÉTRANGER....	48	24	12

ON S'ABONNE A PARIS AU BUREAU DU JOURNAL, 44, PASSAGE JOUFFROY.

Et dans les Départements :

AUX BUREAUX DES POSTES, DES MESSAGERIES NATIONALES ET GÉNÉRALES, CHEZ TOUS LES PRINCIPAUX LIBRAIRES, ET CHEZ LES CORRESPONDANTS DE L'AGENCE GÉNÉRALE DES ABONNEMENTS DE LA RUE DU PONCEAU. — A MELUN, CHEZ M. HYS. Ou en envoyant *franco* au Gérant un mandat sur la poste.

INSERTIONS :

Annonces, la ligne..... 1 fr.
Reclames, la ligne..... 2 fr.
Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

PARIS, 2 mai.

Quelle sera la politique de la révolution?

L'Assemblée constituante s'ouvre demain; dès le début de la première séance, le Gouvernement provisoire disparaît. Quelle politique va prévaloir, quel sera l'homme d'État de la République? Pour les uns, c'est M. Lamartine, pour les autres, c'est M. Ledru-Rollin. Soit! Mais nous demandons avant tout qu'ils ne repaissent plus en même temps au pouvoir. Assez de conflits, assez de divisions sourdes ou publiques. Nous l'avons dit hier, plus de fausses conciliations; pas de modérantisme! Nous avons voulu un gouvernement républicain; est-ce à dire qu'aujourd'hui nous devions tomber même au-dessous du régime constitutionnel? Y aura-t-il toujours des fictions dans l'État, des mensonges théoriques consistant à équilibrer ou à unir ce qui ne l'est pas! Le veut-on? Alors qu'on aille jusqu'au bout, qu'on fasse vite toutes les fautes: déclarez encore que l'union de M. Lamartine et de M. Ledru-Rollin sera désormais une vérité. Cela rappellera la Charte, la vieille chambre, au temps où ont gouverné ensemble, peut-être très-mal, et en si parfait désaccord déjà, MM. Guizot et Molé. Essayez donc de la conciliation! on sait ce qu'y gagnent la hauteur de la politique et l'honneur des caractères. Quant à nous, jamais nous n'accepterons par le gouvernement républicain une mystification semblable à celle qui a régné sous tout le gouvernement provisoire. Nous demandons hautement que M. Ledru-Rollin se sépare de M. Lamartine, si c'est M. Ledru-Rollin qui en a le courage.

Nous tenons immensément à la grandeur de la révolution du 24 février, à la force de son gouvernement. Et lorsqu'en moins de trois mois, malgré la médiocrité de la plupart des ministres provisoires, nous avons vu ce que pouvait être notre république, combien elle soulevait et doit encore soulever d'événements en France, dans l'Europe entière, qui donc se contenterait de jouer à l'intrigue parlementaire entre MM. Ledru-Rollin et Lamartine, comme à l'époque ridicule où le bruit des querelles du centre ou du centre gauche remplissait la cour et les chambres de Louis-Philippe? Comment, ce serait là le sort de la République!

Vous avez à discuter, le lendemain d'un immense événement, toutes les questions à la fois politiques et sociales, car la révolution du 24 février n'ira jamais assez loin, ce doit être une régénération complète de la France, et vous n'avez pas, nous n'avons pas un seul homme politique capable de rassurer le pays dès le début de l'Assemblée constituante! Vous permettez qu'il s'élève des luttes d'ambition privée, pendant qu'il faudrait que la révolution se débarrassât de deux factions mortelles, des anarchistes autant que des réactionnaires. Eh! l'union impossible de M. Ledru-Rollin et de M. Lamartine, cette union fautive et fatale, ne voit-on pas que c'est une des plus grandes misères de la République actuelle! Séparez-les donc, une bonne fois, et vous relèverez ainsi le gouvernement!

On demande quelle doit être la vraie politique de la révolution du 24 février. C'est d'abord de mater les deux réactions de 1793 et de 1830; c'est, ensuite, d'aborder hardiment les questions sociales. Est-ce M. Ledru-Rollin, par hasard, qui en est le plus capable? Donnez-lui vite le pouvoir. Est-ce, au contraire, M. de Lamartine, chose incertaine, et que nous ignorons profondément? Qu'il se montre donc l'homme d'État de la République; qu'il sache, enfin, que si aucune opinion ferme n'est bientôt formulée dans l'Assemblée constituante, la révolution ne tardera pas à dégénérer en immense calamité. L'Assemblée entière se perdra; la France n'aura fait qu'une honteuse expérience de gouvernement libre, et ne devine-t-on ce qui s'élèvera à la place du pouvoir régulier, la dictature d'un Blanqui!

Voilà pourquoi nous demandons dès à présent l'établissement en France d'un gouvernement sérieux, à principes fixes, profondément démocratique, tel il en doit sortir un de l'Assemblée constituante!

Vous avez des élections étranges, sous une république, difficiles à définir. C'est à vous à en faire des élections républicaines, à fonder un parti gouvernemental dans l'Assemblée, et vous le pouvez encore. Nous ne croyons pas, à vrai dire, que ce rôle politique puisse être bien rempli par M. Ledru-Rollin: il a, comme ministre républicain, donné autant de preuves d'aveuglement, d'incapacité politique que M. de Polignac lui-même. M. Ledru-Rollin est pour nous jugé comme homme d'État: c'est un enfant mort-né de la liberté. Reste M. Lamartine!!! Nous verrons. Il peut être aussi inexorablement jugé dans un mois à peine. Il peut se

montrer, par son génie, à la hauteur de la révolution. Mais alors nous lui dirons comme Danton: *De l'audace!*

Résumons-nous. Voici la question telle qu'elle se présentera à l'Assemblée nationale: la France avait depuis le 24 février un mauvais gouvernement! La France n'en a même plus.

Les Elections.

Les journaux légitimistes, dynastiques, les républicains classiques, les réactionnaires crient: Victoire! sur toute la ligne — les élections sont excellentes, les grands principes d'ordre et de conservation professés par le *National* triomphent par toute la France.

Aux armes! crient les socialistes, nous sommes trahis — la réaction triomphe, pendant que M. Lamartine, enivré de son éloquence cache son front poétique dans les nuages des périodes harmonieuses de ses discours tricolores, la révolution est escamotée en France, vaincue en Italie, refoulée en Angleterre, écrasée en Autriche et en Pologne.

C'est vrai... mais le mal une fois constaté, laissons les jérémiades et les lamentations aux faibles. — La vérité n'est point dans ces récriminations.

La majorité ministérielle, dressée et façonnée à toutes les roueries parlementaires du régime constitutionnel — cent mille soldats, quatre-vingt mille gardes nationaux, le prestige de la royauté, la corruption puisant à pleine main dans les coffres de l'État, n'ont pas retardé la révolution...

Que feront donc neuf cents députés inconnus les uns aux autres, pour la plupart étrangers à la politique, brusquement arrachés à la torpeur départementale et jetés au milieu de notre atmosphère révolutionnaire?

Laissons-les venir avec leurs constitutions en poche — leurs discours préparés — leur amour du passé, leurs frayeurs de l'avenir.

Vous avez voulu le vote universel — il porte ses fruits.

Qu'y a-t-il donc d'étonnant à ce que le peuple émancipé d'hier, — appelé pour la première fois à l'exercice de ses droits politiques, trompé par ceux qui l'exploitaient hier, qui l'exploitent aujourd'hui, — ait pris pour ses amis ceux qui sont venus à lui avec des sourires perfides et des paroles astucieuses? Naïf et confiant, parce qu'il est fort, pouvait-il reconnaître l'âne sous la peau du lion? l'ancien maître des requêtes, décoré et pensionné par MM. Barthe et Persil, sous la blouse de l'ouvrier?

Le peuple a été trompé, soit, nous le reconnaissons. Pendant dix-huit ans, nous avons vu à l'œuvre parlementaire ces ouvriers dynastiques; — par ce qu'ils ont fait, nous pouvons juger ce qu'ils feront.

Mais, quoi qu'ils décident, la révolution suivra sa marche, refoulant dans le passé les momeries constitutionnelles: nous disposons à cette heure du droit de tout imprimer, de tout dire, de nous associer, de nous concerter sur nos intérêts communs.

La discussion seule nous montrera la route à suivre. La force renverse et n'édifie pas. La révolution est en danger, parce qu'elle a été promptement et imprévue. Plus que jamais, nous avons besoin d'union, de force et d'intelligence...

A l'œuvre donc! Notre point de départ est connu. — Voyons où nous voulons aller. — Le but fixé, nous l'atteindrons.

Le citoyen Ledru. — Pourquoi Rollin?

Le citoyen Ledru-Rollin a été, depuis la révolution particulièrement, le point de mire des attaques des réactionnaires. Il n'est sorte d'histoire qu'on n'ait fait courir sur son compte ministériel. Ainsi, on a parlé de dettes, de saisies, et l'on a voulu voir une question personnelle dans l'abolition de la contrainte par corps.

Ce sont les vins de M. Duchâtel, *sablés* à l'hôtel de l'intérieur.

Des colliers donnés à une actrice des Français. — Que sais-je, moi, — un tas de contes à dormir debout, — comme si un citoyen, par cela qu'il est ministre, n'avait pas, comme le premier venu, le droit de faire des dettes, de ripailler et de protéger les artistes.

On a été jusqu'à lui contester son nom, et lui demander pourquoi il a ajouté le nom Rollin à son nom patronymique de Ledru.

Quant à nous, nous ne voyons pas quelle importance on

peut ajouter à ces détails biographiques.

La généalogie de M. Ledru-Rollin est assez connue, Dieu merci; et son origine à de quoi satisfaire les exigences les plus plébéiennes.

Il a le bonheur de ne point descendre de ces vils bourgeois, enrichis à vendre de la limonade, du pain d'épice et des gilets de flanelle. Son père, le citoyen Ledru — pas Rollin — s'est illustré sous le nom de Comus. Les têtes couronnées devant lesquelles il a été appelé à travailler, lui ont laissé, pour gage de leur admiration royale, plusieurs tabatières enrichies de portraits et de diamans, que le citoyen ministre a conservées avec un soin qui fait le plus grand honneur à sa piété filiale.

L'illustre Bosco, et aujourd'hui l'étonnant Robert Houdin, ne parlent qu'avec une touchante admiration des succès de l'immortel Comus. Les artistes dramatiques, chanteurs, danseurs, prestidigitateurs, etc., généralement connus sous la dénomination générale et pittoresque de saltimbanques — sont donc assurés de trouver dans le citoyen ministre de l'intérieur — plus qu'un protecteur... un père.

Seulement — nous le disons franchement — une chose embarrasserait singulièrement les amis du citoyen ministre de l'intérieur.

Pourquoi a-t-il ajouté à son nom, Ledru — la terminaison — Rollin?

— Rollin est le nom de sa mère, je suppose.

— Nullement, madame Ledru, ou Comus, était, si je ne me trompe, une demoiselle Reverchon, morte en 1835, portière, rue du Petit-Mouton, n^o 9.

Alors, pourquoi le citoyen Ledru s'appelle-t-il Rollin?

— Franchement, je ne saurais vous le dire, mais, après tout, qu'importe au salut de la République?

Pourquoi?

Pourquoi M. Biesla, ami de M. Pagnerre, administre-t-il en même temps le sequestre des biens du duc d'Aumale et le comptoir national d'escompte pour le compte de M. Pagnerre, directeur officiel?

Pourquoi M. Lebrun, l'ami dévoué, le favori de la reine, est-il encore directeur de l'imprimerie royale?

M. Lamartine pourrait-il nous dire pourquoi le citoyen Janvier, pritchardiste satisfait, est encore conseiller-d'état?

Pourquoi M. Ledru-Rollin, ayant à sa disposition le trop fameux *Bulletin officiel de la République*, le gouvernement continue-t-il à donner la communication de sa partie officielle au *Moniteur* de Messieurs Grün et Panckouke?

Nous demandons quel est le chiffre de la subvention actuelle?

Combien est payé le dévouement omnicolore du *Moniteur* du soir et du *Moniteur de l'armée* de M. Baudouin?

Pourquoi M. Vassal a-t-il été révoqué de ses fonctions de commissaire de police du Palais-National? Il est de la dignité de l'autorité compétente de répondre, car le doute produit plus de scandale que la certitude.

Nous demanderons au citoyen Caussidière pourquoi le nommé Romarin-Lugan a été nommé commissaire dans le département du Gard.

La *Revue rétrospective* publie en ce moment la liste des ex-pensionnaires des fonds secrets.

Nous avons naïvement ne pas comprendre le scandale et la réprobation qui semblent s'attacher aux noms qui figurent sur ces listes.

Le million des fonds secrets était un moyen de corruption gouvernemental, public et avoué. — Chaque année, à l'ouverture de la session, il était proposé et voté à une immense majorité. C'était un vote de confiance — une condition, *sine qua non*, du gouvernement représentatif — une question de cabinet...

En quoi, je vous le demande, ces fonctionnaires diffèrent-ils des fonctionnaires anciens, de ceux que vous nommez tous les jours?

Les ministres passés, les ministres présents n'ont à cela qu'une réponse possible :

— Car tel est notre bon plaisir...

Maintenant, nous demanderons au citoyen Taschereau s'il trouve bien généreux de se faire le bouc émissaire des dictateurs de l'Hôtel-de-Ville et l'exécuteur des œuvres dynastiques? Il y a peu de courage à frapper à terre un ennemi renversé.

Cette spéculation sur le scandale, sur nos misères passées, à quelque chose d'odieux, et nous ne savons comment expliquer le silence du gouvernement à cet égard. Quand la convention publia les pièces trouvées dans l'armoire de fer, elle se fit éditeur responsable, et un Taschereau quelconque n'eut point dans ses mains le mystère ou la honte. Que le peuple sache ce qu'on faisait de ses deniers, mais qu'un individu fasse un chantage politique, c'est odieux!

On s'étonne justement que le gouvernement provisoire n'ait pas en-

core publié le fameux portefeuille de maroquin trouvé aux Tuileries et déposé à l'Hôtel-de-Ville le 9 mars dernier. Cette publication est indispensable ; le silence pourrait donner lieu à d'étranges interprétations.

On lit dans le *Courrier Français* :

« Représenteront-ils la République, ceux qui préparaient des discours touchants pour la duchesse d'Orléans et qui les laissèrent tomber au moment suprême où l'arrivée du Peuple en armes les glaça d'effroi dans l'enceinte du Palais Bourbon ? »

La malencontreuse distraction de M^r Crémieux a fait, comme on voit, le tour de la presse. Mais soyons justes : le citoyen ministre de la justice n'est pas une exception, ce qui l'exuse jusqu'à certain point. L'histoire indiscrete, mais impartiale, ajoutera que, le 24 février, le citoyen Garnier-Pagès parti du Palais-Bourbon pour aller, en compagnie de M. Léon de Malleville, proclamer la régence à l'Hôtel-de-Ville, où les républicains présents lui coupèrent la parole en le proclamant maire de Paris. Soit que son dynastisme fût tombé dans l'eau en traversant le Pont-Neuf, soit qu'il trouvât que la première magistrature de Paris valait bien un discours rentré, le citoyen Garnier-Pagès accepta, et il est aujourd'hui, ni plus ni moins que M^r Crémieux, la fine fleur des pois des républicains de la veille. Proclamé adjoint, M. de Malleville refusa. Il n'est qu'un républicain du lendemain.

Nous avons toujours pensé, et maintenant nous sommes convaincus que, pour les républicains de la veille, — la république n'était qu'un mot vague et mal défini dans leur esprit, — une généreuse aspiration vers l'inconnu, — un prétexte au mécontentement, — un moyen de s'emparer du pouvoir.

La preuve,

C'est que le citoyen ministre de l'intérieur a commandé à M. de Cornemont un projet de constitution républicaine.

Item, — trois gens de lettres ont été chargés par ledit citoyen ministre de rechercher et compiler tout ce qui avait un rapport immédiat ou éloigné avec la constitution projetée...

L'avenir de la France est sur le métier...

Depuis la révolution, on n'a eu qu'à se louer du zèle apporté dans le service par les élèves de l'école Saint-Cyr. Il s'est produit cependant un fait, dans la nuit du lundi au mardi, que nous regrettons sincèrement. Deux élèves de l'école Saint-Cyr ont parcouru à cheval et à fond de train, le quartier Vivienne, escortés d'un garde républicain, et ce qu'il y a de plus piquant, de deux amazones de la légion des vésuviennes à cheval.

Nous passerions sur ce fait dans d'autres circonstances, mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que ces deux élèves ont échangé le mot d'ordre avec un capitaine de service. Au nom même de l'esprit excellent de l'école Saint-Cyr, nous prions l'autorité de veiller à ce que pareil fait ne se renouvelle plus.

Petit Dialogue.

La Réforme. — Aux armes ! nous sommes trahis, la réaction triomphe, il ne s'agit plus de s'endormir dans le bonnet de coton de l'optimisme républicain.

Le National — avec le sourire béat d'une digestion facile — répète le joli mot du fermier général : — Pourquoi changer, ma sœur ? nous sommes si bien...

Le Club des Publicistes tient ses séances les mardi, jeudi et samedi, à 8 heures du soir, à l'ancien local de l'état-major, place du Carrousel.

Partie Officielle.

Rapport fait au Gouvernement de la République, par le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, sur la nécessité de créer l'unité des banques.

Citoyens,

Le but de la République, c'est l'amélioration morale et matérielle du sort du peuple.

Pour augmenter le bien-être général, il faut augmenter la masse des richesses et répartir ensuite cette production nouvelle, suivant les lois de l'équité.

Le plus énergique moyen d'accroître la richesse, c'est le développement du crédit.

Donc, le principal devoir du Gouvernement de la République, c'est d'organiser le crédit sur une large et forte base.

Comme toutes les institutions humaines, le crédit se développe suivant une loi générale. Sorti de l'intelligence individuelle, il grandit par l'association et trouve sa consécration définitive dans le concours de la puissance publique.

Les conditions nécessaires de l'existence du crédit, public ou privé, sont maintenant connues. Les utopistes seuls et les songes creux de la finance ignorent encore que la multiplication indéfinie des instruments, des signes du crédit est de toutes les impossibilités la plus radicale ; qu'une valeur de crédit n'est une valeur réelle que sous la condition expresse de représenter un objet existant et toujours échangeable : marchandise, espèce, meuble ou immeuble.

Le crédit ne crée pas instantanément le capital. Il mobilise le capital préexistant, le rend transmissible, le féconde et le reproduit.

Un billet sort d'un établissement de crédit : que vaut-il ? ce qu'il représente dans l'opinion de ceux qui le reçoivent, ni plus, ni moins. Si en réalité ou dans l'opinion il ne représente rien, il ne vaut rien. De là suit que la multiplication des valeurs de crédit par

dela la somme totale des richesses actuellement ou prochainement réalisables n'est qu'une illusion. En les créant, on ne crée que des chiffons de papier noir.

Une expérience récente, encore visible, découvre clairement la vérité de ce que j'avance. Au moment où la révolution a éclaté, la situation était celle-ci : Depuis longtemps l'esprit de spéculation avait multiplié outre mesure les effets de commerce et les valeurs industrielles de toute sorte ; si bien qu'une masse énorme de ces titres ne représentait plus qu'un capital fictif. Les circonstances ayant nécessité une liquidation subite, ces valeurs qui ne reposaient que sur une illusion, tout au plus sur une espérance, n'ont pu être échangées contre une valeur réelle. Nécessairement alors elles ont subi une dépréciation considérable ; et beaucoup d'entre elles ont été détruites, ont disparu. Quand cette déperdition de valeurs dépasse une certaine limite, c'est la banqueroute. En deçà, ce n'est qu'une crise plus ou moins forte.

Nous avons évité la banqueroute ; j'ai la certitude que nous n'y tomberons pas. Mais la crise qui était depuis longtemps ouverte s'est assez aggravée, elle a été assez redoutable pour occuper toute la sollicitude du Gouvernement provisoire.

Quand j'ai pris en main la gestion des finances de la République, la situation se présentait sous ce double aspect : l'engorgement des portefeuilles, l'encombrement des magasins.

Les anciens intermédiaires du crédit ayant disparu, les commerçants et les industriels ne possédaient plus aucun moyen d'escompter les valeurs dont ils étaient nantis ; et, d'un autre côté, ils ne pouvaient échanger leurs marchandises contre l'argent, parce que la consommation avait été largement réduite, et même, sur un grand nombre de points, complètement suspendue.

Pour rendre la vie à ces valeurs inertes, il fallait les mobiliser. Nous y avons pourvu, en ce qui concerne les marchandises, par l'établissement des magasins généraux, dont vous connaissez aujourd'hui le mécanisme.

Quant aux effets de portefeuille, deux moyens se présentaient : nous pouvions relever par une assistance directe les intermédiaires antérieurs du crédit ; nous pouvions en créer de nouveaux.

En admettant que le premier mode fût possible, il comportait incontestablement des périls sérieux. Au point de vue financier comme au point de vue politique, et ceci est une considération sur laquelle je n'insisterai pas, j'ai pensé que la sagesse commandait de ne relever aucune des préssances que la monarchie entraînait dans sa chute. J'ai pensé qu'il valait mieux, de tous points, sous tous les rapports, en vue de toutes les éventualités, créer une institution nouvelle qui recevrait du concours de nos nouvelles institutions politiques une puissante faculté d'expansion. De là la création des comptoirs d'escompte, qui, résumant en soi le triple concours des individus, des communes et de l'Etat, démocratisent le crédit, en substituant la tutélaire impartialité de la puissance publique aux égoïstes conseils de la puissance individuelle.

Ce que deviendra cette institution, ce qu'elle produira dans l'intérêt du peuple ; de quelle manière elle devra se compléter pour venir efficacement au secours de l'agriculture et pour commander les associations volontaires des travailleurs, c'est-à-dire pour fonder pacifiquement la véritable organisation du travail, l'avenir le dira dans peu. Je me borne à observer, à constater que le cadre est assez large pour contenir toutes les applications vraiment utiles, et assez nettement tracé pour que les vagues élans de l'esprit de système n'y viennent point chercher leur place.

Mais, en dehors de cette grande institution, préexistaient d'autres établissements de crédit : les banques. Ces établissements étaient au nombre de dix : la banque de France, à Paris ; les banques de Lille, d'Orléans, de Marseille, de Lyon, de Nantes, de Rouen, du Havre, de Bordeaux, de Toulouse. Quelque opinion que l'on ait sur les principes qui doivent présider à l'organisation du crédit dans une république démocratique, il y a un fait que la justice commande de reconnaître : ce fait, c'est que les banques, malgré toutes les imperfections qu'on y peut reprendre, ont rendu au pays des services considérables.

Voici quelles étaient les bases principales de leur organisation.

Les banques vivaient d'une vie propre et d'une vie communiquée. Elles étaient à la fois indépendantes et subordonnées ; libres, sous une surveillance efficace. Cette indépendance limitée à produire, dans la pratique, les plus heureux résultats.

D'une part, la banque de France notamment a recueilli la confiance qui découle de la garantie morale d'un surveillant clairvoyant et désintéressé ; elle a obtenu ensuite, par sa propre gestion, un grand crédit personnel, séparé du crédit de l'Etat. D'où cette conséquence, que le crédit de l'Etat et celui de la banque ne sont point également affectés par les mêmes vicissitudes ; que l'un peut fléchir sans que l'autre soit nécessairement entraîné, et qu'ils peuvent, dans les temps de crise, trouver, l'un chez l'autre, un appui réciproque.

Séparées de l'Etat, les banques étaient aussi séparées entre elles ; elles fonctionnaient isolément, n'ayant les unes avec les autres que des rapports facultatifs et intermittents. Dans les temps ordinaires, il y avait à cela peu d'inconvénients. Comme la circulation était garantie par une réserve métallique, chaque banque, toujours prête à rembourser ses billets, trouvait dans ses ressources personnelles des moyens suffisants pour fonder suffisamment l'industrie et le commerce.

Mais la crise a éclaté ; le numéraire a disparu ; les moyens de circulation ont fait défaut. La nécessité parlait ; nous l'avons entendue, et, sans hésitation, nous avons déclaré que les billets de banque seraient reçus comme monnaie légale dans toutes les trans-

sactions publiques et particulières ; ceux de la banque de France, dans toute l'étendue de la République ; ceux des banques locales, dans la circonscription de leurs départements respectifs.

Cette mesure était indispensable ; elle était salutaire ; mais elle avait des inconvénients graves.

En restreignant dans un cercle infranchissable la circulation de neuf différentes espèces de billets, déclarés monnaie légale, elle paralysait une grande masse de transactions. Les relations établies entre les départements pourvus de banque et les départements limitrophes se trouvaient forcément rompues. Le service du trésor lui-même était compromis ; car, d'une part, ses agents étaient contraints de remettre en paiement des contributions les billets des banques locales ; et, d'autre part, ils ne pouvaient envoyer ces mêmes billets à Paris, où ils n'avaient point cours.

Il fallait donc nécessairement compléter cette première mesure du cours forcé en divisant l'unité du billet-monnaie.

Ce n'est pas tout. La crise avait produit ses ordinaires et inévitables effets. De toutes parts affluaient les demandes d'argent, de crédit. Pour satisfaire à toutes réclamations, des banques s'étaient vues forcées d'accroître dans une proportion énorme les émissions de leurs billets. Sur quelques points, ces émissions furent portées jusqu'à huit, jusqu'à onze fois le capital réel. Et cependant, en dépit de cette imprudente audace, les besoins se produisaient avec une énergie de plus en plus instante.

L'Etat se trouvait donc placé dans cette double nécessité, ou de faire rentrer dans les limites sages et régulières la circulation des billets, et alors, en aggravant la crise, de déclencher une catastrophe, ou bien de lâcher la bride aux émissions, et alors d'exposer les porteurs de billets-monnaie à une perte certaine, et le commerce tout entier à la banqueroute qui, vous ne l'ignorez pas, est la fin dernière et inévitable de l'excès des émissions.

Enfin, citoyens, les banques, obligées de concentrer autour d'elles toute la puissance de leur action, avaient dû interrompre leurs mutuels rapports.

Une telle situation ne pouvait durer sans péril. Il n'était pas possible de laisser plus longtemps les grands centres industriels livrés à toutes les infirmités d'une circulation locale, et partant insuffisante. Après avoir posé un premier remède par l'unité du billet de banque, il fallait nécessairement élargir la circulation, en créant l'unité des banques elles-mêmes.

Cette mesure résultait si positivement de la nature des choses qu'elle fut acceptée sans difficulté sérieuse. En matière de crédit, il n'y a rien de plus impuissant que la force. Je n'ai pas eu à employer même la contrainte morale. C'est dans l'union des cœurs et la volonté que réside la solution de tous les problèmes sociaux, économiques ou politiques ; c'est donc une association volontaire que nous avons provoquée ; nous l'avons obtenue. Que s'il y a eu quelques retards partiels, cela tient à des circonstances particulières dont l'influence n'aura ni durée ni portée. Tout a cédé ou cédera aux conseils du patriotisme et de l'intérêt bien entendu.

Tenez pour certain, maintenant, que cette mesure ne produira que d'heureux résultats.

Pour les banques et pour les porteurs de leurs billets, c'est d'abord une diminution de risques, la fusion n'étant, au fond, qu'une assurance mutuelle, c'est-à-dire une condition de force.

Pour l'industrie et le commerce, c'est une circulation plus active et plus large, une plus grande facilité d'escompte, des rapports multipliés et non interrompus entre tous les grands établissements de crédit.

Pour l'Etat, c'est le service de la trésorerie complètement assuré.

A côté de ces avantages, quels dangers ? quels inconvénients ? Je n'en vois aucun. Quelques esprits s'alarmeront peut-être de cette concentration de force dans un établissement qui n'est pas l'Etat lui-même. Ils craindront ou affecteront de craindre que le pouvoir de la banque ne se pose un jour en rival du pouvoir de l'Etat. Alarme irréfléchie et vaine ! Dans le projet que nous avons conçu, et qui va vous être soumis, nous avons prudemment, complètement réservé tous les droits essentiels de l'Etat. Par la nomination du gouverneur et des directeurs, il est investi de tous les moyens d'action qui doivent raisonnablement lui appartenir ; et, par l'immixtion des inspecteurs des finances, il acquiert en outre le droit qu'il n'avait pas auparavant de tenir l'œil constamment ouvert sur l'administration de la banque. Puissant pour empêcher le mal, il ne sera réellement impuissant que si, par impossible, il voulait user d'une injuste contrainte. Toujours averti, toujours vigilant, il pourra toujours conseiller et obtenir qu'il soit fait droit à de légitimes réclamations, que les nécessités réelles soient reconnues et satisfaites, que le crédit se répartisse ou se concentre suivant le besoin des temps et des localités.

En résumé, citoyens, nous avons aujourd'hui deux instruments de crédit. Tous les deux ont leur utilité propre ; il faut les conserver tous deux. Par les comptoirs nationaux d'escompte, la triple puissance des individus, des communes et de l'Etat, fournira au commerce et à l'industrie les secours dont ils ont immédiatement besoin ; bientôt l'agriculture participera à ce bienfait, et, par de nouvelles applications, vous arriverez bientôt encore à commander ces associations volontaires de travailleurs dont je vous ai déjà parlé. Par la banque indépendante mais dirigée, libre mais surveillée, vous faciliterez, vous étendrez, vous complèterez l'action des comptoirs ; vous assurerez à l'Etat un concours éventuellement précieux.

Tel est le but, citoyens, tel sera l'effet du décret que j'ai l'honneur de vous soumettre, et dont je vous propose l'adoption.

Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre des finances,
GARNIER-PAGÈS.

Troubles à Nîmes.

Nîmes, le 29 avril.

On nous adresse de cette ville les détails suivants, sur les malheureux événements qui ont jeté la consternation dans cette ville, le 28 de ce mois, et ce qui est surtout à regretter, c'est que nous y voyons de nouveau en présence les deux partis religieux, qui n'ont pu jamais complètement s'entendre, les catholiques et les protestants.

Dès le matin, le bruit s'était accrédité que la liste *Teulon, Béchard, Larcy, Demians, etc.*, avait obtenu une majorité considérable. Pendant que la commission départementale faisait, à la Mairie, le recensement général des votes, quelques ouvriers des bourgeois eurent l'idée de fêter l'événement. A cet effet, un groupe assez nombreux d'hommes, de femmes et d'enfants, chargés de branches de laurier, parcourut les boulevards en chantant un cantique composé sur l'air d'un chant républicain. Ils se dirigèrent vers la place de la Bouquerie, pour aller complimenter M. Roux-Carbonnel, leur patron, sur le succès de sa candidature. La première partie du groupe se composait de deux hommes portant un drapeau et d'une masse de 600 enfants et autant de femmes, rangés en plusieurs lignes; l'autre partie ne comprenait que des hommes sans armes, ayant au milieu d'eux un grand drapeau surmonté d'une croix.

Après avoir exécuté une danse devant la demeure de M. Carbonnel, ces gens se disposaient à achever leur promenade, lorsqu'une décharge partie près le canal des teinturiers, vint les atteindre et en blesser plusieurs. En même temps, une bande armée, qui se trouvait sur la plate-forme du café Gibelin, faisant mine de renouveler l'attaque, força leur fut de rétrograder. Tous coururent aux armes et portèrent l'alarme dans leur quartier, tandis qu'on transporta à la hâte les blessés chez les pharmaciens et les médecins des environs.

Un enfant, en quête de son père, tombait frappé d'une balle à la poitrine; il est mort quelques heures après.

Cependant la fusillade commençait à s'engager du côté des Moulins-à-Vent. La troupe de ligne, la cavalerie, la garde nationale, consignées dès le matin, arrivaient rapidement sur la place de la Bouquerie et le boulevard Saint-Charles. D'autres piquets allaient occuper les bourgades et les hauteurs; le café Gibelin et sa terrasse restaient libres. Une multitude menaçante en gardait les abords; deux sergents de ville, qui s'y sont portés, n'ont pu obtenir que les lieux fussent évacués.

Le reste de la soirée est passé au milieu d'alertes continuelles.

Aujourd'hui, nous avons parcouru la ville dans tous les sens; et, ce matin comme hier, nous avons trouvé tous les quartiers occupés militairement.

La ville est en état de siège.

P. S. 4 heures.

Le café Gibelin est occupé militairement, et un conseil extraordinaire, composé du commissaire général, du commissaire du département, du général de brigade et des députés présents, se tient à la préfecture.

Complot découvert à Marseille.

Marseille, le 29 avril.

Après l'ordre admirable qui a présidé parmi nous aux opérations électorales, des bruits vagues d'une manifestation tumultueuse avaient répandu hier quelque émotion dans notre cité. Le commissaire du gouvernement, de concert avec l'autorité municipale, s'empressait, dès hier, au soir, de prendre les mesures les plus propres à assurer le maintien de l'ordre public et le respect des décisions du scrutin. A cet effet, une grande partie de la garde nationale était convoquée dès quatre heures de l'après-midi et occupait dans la soirée les principales places et avenues.

Mais, disons-le, ce n'était point l'œuvre de partis égarés que l'autorité a eu à réprimer cette nuit, mais bien l'inqualifiable attentat de quelques individus que toutes les opinions réprouvent.

Les avis recueillis par la police annonçaient vaguement un complot dont le but et les moyens étaient à peu près inconnus. Les recherches les plus minutieuses demeuraient sans résultat, et les nombreuses patrouilles de citoyens et de troupes de ligne, qui, dans la nuit, n'ont cessé de parcourir la ville en tous sens, n'avaient abouti, à une heure assez avancée, qu'à quelques arrestations isolées, mais assez significatives pour jeter quelque jour sur de criminels projets. Les individus arrêtés étaient tous armés de fusils de munition dont l'origine et l'emploi, confusément exposés par eux, ont confirmé les craintes d'une tentative violente. L'interrogatoire de ces hommes a enfin fourni une donnée certaine à l'autorité, qui a agi dès lors avec toute assurance.

A cinq heures du matin, M. le général Ménard Saint-Martin, à la tête de trois compagnies de gardes nationaux et d'un fort détachement de troupe, s'est porté au chemin neuf de la Magdeleine, où un local connu pour servir de lieu de réunion à plusieurs clubs, a été immédiatement cerné. La prompte irruption faite dans l'intérieur a amené l'arrestation, sans coup férir, de seize individus couchés dans des lits et sur des bancs. Ces hommes, tous vêtus et endormis, étaient porteurs de cartouches; à côté d'eux étaient leurs fusils chargés. D'autres armes et des caisses de munitions ont été trouvées dans une seconde perquisition, en même temps que de nouvelles arrestations étaient opérées dans les environs. Un drapeau trouvé parmi les fusils, et sur lequel étaient inscrits ces mots : *Travailleurs de la Montagne*, sera sans doute une importante pièce de conviction ajoutée aux torches incendiaires saisies dans le même lieu.

D'après toutes les apparences, les auteurs du complot seraient au nombre de plus de trois cents. Le petit nombre et la sécurité de ceux arrêtés s'expliqueraient par l'ajournement de leur projet en face d'un grand déploiement de forces et de la vigilance de l'autorité.

Les arrestations ont continué dans la journée, et s'élèvent à peu près à quarante à l'heure qu'il est. Les prévenus ont tous été conduits au fort Saint-Nicolas et l'instruction se poursuit activement.

Ils ont affirmé, nous assure-t-on, pour atténuer la portée de leurs sinistres projets, que leur intention était d'arrêter la mallevie. D'autres prétendent que leur but était de se porter sur l'Hôtel-de-ville, de s'emparer des scrutins, disperser ou anéantir les bulletins électoraux, en un mot annuler les élections.

Nous ne nous arrêtons point à faire ressortir tout ce que cette dernière version offre d'improbable, d'inadmissible. Le bruit généralement accrédité dans notre population est bien autrement grave. Ces forcenés auraient projeté l'incendie du port pour répandre la confusion et l'effroi dans la cité, et au moyen de cette horrible diversion, se livrer au pillage armé et aux exactions sanguinaires, que le tumulte d'une pareille catastrophe eût peut-être étouffées.

Mais ne préjugeons rien; l'instruction déliera bientôt les fils de ce ténébreux complot. Alors seulement, et au grand jour, nous appellerons, s'il le faut, la vengeance des hommes sur les auteurs de cette infernale inspiration.

Il nous reste à payer un juste tribut d'éloges à notre garde nationale et aux troupes de notre garnison, qui, confondues dans un même sentiment de patriotisme, n'ont cessé de rivaliser de zèle et de dévouement. Dans cette pénible épreuve, notre jeune commissaire, M. Barthélemy, maire, M. le général Saint-Martin, ont bien mérité de la cité; en partageant les fatigues et la responsabilité de la situation. Grâce à leur énergie, à leur fermeté, à leur vigilance, Marseille a été préservée des tentatives criminelles que de mauvais citoyens méditaient et dont l'accomplissement, sans avoir peut-être la gravité qu'on leur a d'abord prêtée, aurait certainement jeté le trouble et l'alarme dans notre population.

M. Emile Olivier, commissaire du gouvernement, a fait afficher à la suite de ces événements une proclamation qui a reçu l'approbation générale.

Affaires de Rouen.

On lit dans le *Journal de Rouen* de ce jour :

La situation continue de s'améliorer sous le rapport de la tranquillité des rues. Mais le calme des rues, on le comprend, n'a pu encore passer dans les esprits.

L'instruction judiciaire poursuit son cours, tant pour les événements d'Elbeuf que pour ceux de Rouen.

Hier, une escorte de la garde nationale d'Elbeuf a conduit dans les prisons de notre ville une vingtaine d'accusés dont l'écrou a été décidé par les magistrats instructeurs délégués par la cour. On a aussi arrêté Bertrand Espouy, et l'un des frères Limet; mais on n'a pas encore décidé leur transfert à Rouen.

Pour l'affaire de Rouen, plusieurs mandats d'amener ont reçu leur exécution dans la journée, entre autres celui de M. Mathieu (d'Epinal).

M. Deschamps a résigné hier ses pouvoirs entre les mains de M. Hippolyte Dussard, nommé par le Gouvernement provisoire commissaire général du département.

Affaires de Limoges.

Un escadron de cavalerie, qui avait reçu l'ordre de se rendre d'Angoulême à Limoges, est arrivé au faubourg de cette ville sans avoir pu y pénétrer. Les ouvriers, qui sont maîtres de la ville, se seraient opposés à son entrée.

La population et la garde nationale de la ville attendaient encore hier des ordres et des renforts du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire a résolu, dit-on, de maintenir à Limoges le résultat des élections tel qu'il est porté dans les procès-verbaux du recensement général.

On assure que le nouveau commissaire a reçu des instructions dans le sens de la conciliation, s'il est possible.

M. Babeuf, nommé commissaire extraordinaire pour le département de la Haute-Vienne, en remplacement de M. Chamiot-Aventurier, révoqué de ses fonctions, est le petit-fils du fameux conventionnel, l'ami de St-Just, et le chef de la fameuse conspiration dite de l'égalité.

Voici le texte d'une dépêche télégraphique sur les troubles de Rodez; parvenue de Toulouse au Gouvernement :

Les élections de Rodez ont été hier le prétexte de discordes. Le club des Travailleurs a donné un charivari à chacun des représentants élus, ainsi que devant la Préfecture et l'Evêché. Ces désordres n'ont pu être réprimés, attendu que je manque de forces militaires et que la municipalité et la garde nationale en étaient les instigateurs.

On a fait ensuite une ovation au citoyen Boulournie, aujourd'hui candidat républicain, et qui postulait depuis quatre ans une place de conseiller de préfecture.

Tout est tranquille; mais je crains pour demain, jour de fête de la Fraternité, que probablement je reuerrai.

L'instruction criminelle ordonnée sur le complot qui aurait été formé les 15 et 16 avril se continue toujours. Un nombre assez considérable de témoins a été entendu; des pièces ont été saisies; mais jusqu'ici aucune arrestation n'a été faite, aucun mandat n'a été décerné.

Il paraît que dans les premiers jours de sa réunion, un rapport sera présenté à l'Assemblée nationale sur ces poursuites, ainsi que sur celles dirigées contre les ex-ministres.

On lit dans la *Gazette de France* :

C'est par erreur que plusieurs journaux, trompés par une homonymie, annoncent que M. l'archevêque de Paris a été nommé député à Rhodéz. M. Alfie, élu à Rhodéz, est le frère de M. l'archevêque; il a été sous-préfet à Espalion et substitut à Rhodéz, où il exerce en ce moment la profession d'avocat.

Le poste du ministère de l'intérieur appartient à la fois à la garde républicaine et à la garde nationale. La fraction de garde républicaine qui tient ce poste est composée de montagnards, et uniquement attachée à la personne du ministre. A ce titre, elle n'a pas le mot d'ordre. Hier, le chef de ces Montagnards est entré au poste de la garde nationale, et sur le refus du lieutenant qui y commandait de lui donner ce mot d'ordre, a osé porter la main sur lui : le lieutenant a crié aux armes, et a ordonné de l'arrêter; mais le poste entier des montagnards, composé de 60 hommes, étant sorti en armes, les gardes nationaux, qui n'étaient qu'une vingtaine, se sont vus obligés de céder. Procès-verbal a été dressé, et rapport fait en présence de tous les officiers de la légion, qui ont résolu de donner leur démission, si le chef des montagnards n'était puni. (Messager.)

Selon le *Constitutionnel*, le recteur de l'Académie d'Aix, M. De-fougère, n'a été destitué tout dernièrement que parce qu'il soutenait avec trop de chaleur la candidature de M. Thiers dans les Bouches-du-Rhône.

La retraite de M. Delescluse, commissaire à Lille, était officiellement annoncée. Sur les instances de M. Ledru-Rollin, qui proclame les énormes (sic) services rendus par M. Delescluse, ce dernier a consenti à rester à la tête du département du Nord.

Plusieurs journaux blâment avec raison l'institution d'un costume pour les membres de l'Assemblée nationale. Il y a des prétextes élus représentants du peuple; les assujettira-t-on au costume? Il peut y avoir d'honnêtes prolétaires élus qui ne se regarderaient pas sans rire, enveloppés d'une ceinture à graines d'épinards, et avec un gilet blanc retombant sur les revers de l'habit.

Nous ajouterons que c'est à l'Assemblée elle-même à décider si elle se donnera un costume, et qu'il a fallu que le Gouvernement provisoire tout entier n'eût pas grand-chose à faire au moment où il a accueilli la malencontreuse proposition faite au profit du costume par celui de ses membres qui s'est déjà immortalisé par ses décrets sur l'uniforme des écoles et sur la couleur à donner aux collets d'habit des divers pensionnaires de l'Université.

Le *Moniteur* publie aujourd'hui un remarquable rapport de M. Garnier-Pagès, ministre des finances, sur la nécessité de créer l'unité des banques. On sait, du reste, aujourd'hui, que les banques de Nantes et de Bordeaux ont adhéré au traité de fusion proposé par le gouvernement.

MM. Étienne Arago, Landrin et Portalis écrivent aujourd'hui à un journal que, fonctionnaires publics et représentants, ils renonceront pendant la session à leur traitement parlementaire.

Nous croyons que la question est ainsi mal posée. Il s'agit de savoir d'abord si l'Assemblée nationale admettra comme compatibles les fonctions administratives et celle de représentant du peuple à l'Assemblée nationale.

Sur la proposition de son conseil des ministres, Charles-Albert vient d'accorder amnistie pleine et entière à tous les prévenus impliqués dans la procédure qui s'instruit à la cour d'appel de Savoie, par suite de l'invasion qui a eu lieu contre Chambéry dans les journées des 3 et 4 avril dernier.

Les étrangers seront immédiatement reconduits à la frontière.

Mgr l'évêque de Châlons ayant donné de la publicité à une lettre adressée au ministre sur l'administration départementale, M. Carnot vient de faire publier la lettre du prélat dans le *Moniteur*, à la suite d'un rapport qui blâme cette sorte d'appel au scandale. Cette publication a lieu, dit le rapport, afin de laisser à l'opinion publique le soin d'apprécier la convenance des attaques contenues dans cette correspondance.

Le steamer américain *United-States* vient d'accomplir en onze jours et demi sa première traversée transatlantique : parti de New-York le 8 avril, il est arrivé à Liverpool samedi soir, 22 courant.

Les nouvelles qu'il apporte ne sont encore connues que par le télégraphe électrique. Le sénat américain avait adopté une adresse de félicitations à la République française, à l'occasion des derniers événements.

On n'annonce rien de saillant du Mexique.

Un journal de Berlin dit que des voyageurs arrivés de Hanovre auraient apporté la nouvelle qu'une dépêche télégraphique parvenue au Sénat de Brême venait de lui apprendre que la garde prussienne, après s'être emparée de quelques canots amarrés au rivage, aurait pris d'assaut, malgré une vive canonnade, deux vaisseaux de guerre danois. Le journal ne garantit pas la véracité de ce merveilleux récit. Vous trouverez bon que j'inite sa discrétion.

Le même journal veut savoir que le Sénat de Brême aurait demandé aux Etats-Unis d'Amérique les bâtiments de guerre néces-

saies pour protéger le commerce allemand contre flotte du Danemark.

Un envoyé de Venise est arrivé à Naples pour obtenir un nouvel envoi de forces navales dans l'Adriatique pour défendre spécialement Venise des tentatives de la marine autrichienne. Le nouveau ministre napolitain a agi dans cette circonstance de manière à mériter la reconnaissance de tous les peuples italiens; il s'est empressé de mettre toutes les ressources du royaume au service de la cause de l'indépendance, et bientôt une autre escadre napolitaine, composée d'un vaisseau de ligne, de deux frégates de premier rang, de trois navires de flottille et de cinq steamers de guerre, fera voile pour l'Adriatique.

Les premiers actes du nouveau ministre napolitain ont dignement répondu aux espérances que tous les Italiens fondaient sur les hommes qui en font partie. L'impulsion large et vraiment libérale qu'ils ont déjà donnée à la politique de leur pays, satisfait le présent, et leur patriotisme éprouvé nous répond de l'avenir.

Le tableau du prix de l'hectolitre de froment, que publie ce matin le *Moniteur*, constate une baisse nouvelle dans le prix des céréales.

On saisira l'importance de cette baisse en jetant les yeux sur les prix cotés l'année dernière, à pareille époque, prix que nous mettons en regard de ceux de cette année:

	Prix au 30 avril 1848.	Prix au 30 avril 1847.
PREMIÈRE CLASSE..	18 38	36 57
DEUXIÈME CLASSE.		
1 ^{re} section	16 25	34 94
2 ^e section.	18 27	35 80
QUATRIÈME CLASSE.		
1 ^{re} section	17 11	48 »
2 ^e section.	14 09	38 63
3 ^e section.	14 73	41 43
TROISIÈME CLASSE.		
1 ^{re} section	12 80	42 43
2 ^e section.	15 92	36 04

Au 30 avril 1847, la moyenne générale était de 39 fr. 23 par hectolitre.

Au 30 avril 1848, la moyenne générale est tombée à 15 fr. 93. Cette moyenne est de beaucoup inférieure à ce qu'on appelle le prix normal en France, et l'on a pu voir, par le tableau ci-dessus, que, dans certaines régions, la baisse a été énorme.

Dans la première section de la 4^e classe, par exemple, le prix du blé est descendu de 42 43 à 12 70.

Les populations doivent en éprouver un soulagement sensible, et il est heureux de penser que, de ce côté-là du moins, elles trouvent une compensation au mal qui est résulté pour elles de la crise que nous traversons.

FAITS DIVERS.

M. Dupuis, vice-président du Tribunal civil d'Orléans, vient d'être suspendu de ses fonctions. M. Dupuis a immédiatement adressé sa démission au ministre de la justice.

On dit que des modifications assez importantes vont avoir lieu dans l'habillement et l'équipement des troupes d'infanterie. Les officiers et sous-officiers porteront seuls la tunique. Elle est retirée aux caporaux et soldats, qui ne conserveront que la veste et la capote. Toute buffleterie, y compris celle du havre-sac, sera noircie d'après un procédé fort simple et peu dispendieux. Enfin, les bretelles de ceinturon seront remplacées par un contre-sanglon fixé à chaque bretelle du havre-sac, et venant s'agrafer au coulant du ceinturon au moyen d'un crochet à bouton.

On assure que ce nouveau mode d'équipement ne va pas tarder à recevoir son application.

Tous les médecins et chirurgiens domiciliés à Paris sont invités à se faire inscrire à la mairie de l'arrondissement qu'ils habitent, pour être appelés à prendre part à l'élection du chirurgien en chef et des chirurgiens-majors et aides-majors de la garde nationale.

Le chien qui, ayant vu son maître tué dans la rue de Rambou-

teau, le 23 février dernier, et n'avait pas voulu abandonner son cadavre, avait été recueilli et adopté par quelques combattants et baptisé par eux du nom de *Barricade*. Mais ce fidèle animal, couché aux pieds de M. de Lamartine, à la revue du 20 avril, avait disparu après la fête. Nous apprenons aux cœurs sensibles que *Barricade* a fait avant-hier sa rentrée à l'Hôtel-de-Ville.

L'ordre vient d'être donné d'armer la citadelle de Doullens sur le pied de guerre.

L'Hippodrome fera samedi prochain, 6 mai, son ouverture annuelle par une des grandes actions militaires de la République, un épisode illustre : *La prise du pont d'Arcole*.

Cette action palpitante d'intérêt et d'actualité ne peut manquer d'obtenir le plus grand succès.

Parmi beaucoup d'exercices nouveaux, on verra dans la première partie une scène toute gracieuse : *Les Phrygiennes*, manœuvres par vingt écuyères qui monteront à cheval comme les amazones de l'antiquité.

L'Hippodrome jouera tous les jours; les représentations auront lieu comme d'ordinaire, non pas de trois à cinq francs, comme le dit un journal, mais de 3 à 5 heures.

Un journal assure que M. Sobrier, rédacteur en chef de la *Commune de Paris*, vient de se séparer complètement du parti des mécontents pour se rallier franchement au parti de la majorité et prêter tout son concours au gouvernement provisoire.

Ce que nous savons, c'est que M. Sobrier vient de se débarrasser de quelques individus de son entourage intime, qui lui avaient été signalés comme peu dignes de la confiance d'un honnête homme.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

Angleterre.

Londres, 2 mai. — M. Urquhart a demandé au gouvernement, à la séance de la chambre des communes, communication de la correspondance échangée récemment avec le cabinet espagnol, il a également demandé la position de l'Angleterre vis-à-vis les événements du Danemark. — La séance continuait au départ du courrier.

La cour doit se rendre à Windsor le 5 de ce mois.

Les chartistes continuent à tenir des meetings. On n'a reçu aucune nouvelle importante ni de l'Ecosse, ni de l'Irlande.

Russie.

L'empereur vient de rappeler son ambassadeur à Turin, et il a fait délivrer au ministre de Sardaigne à Saint-Petersbourg ses passeports.

Allemagne.

La *Gazette de Carlsruhe* du 30 avril regarde comme terminé le mouvement républicain dans le grand duché de Bade.

Le *Correspondant de Hambourg* du 29 avril dit que les troupes prussiennes, après avoir pris un peu de repos, se sont mises à la poursuite des Danois, qui se sont dispersés et cherchent à se frayer un chemin, partie vers le Nord, partie vers l'Ouest.

La *Gazette de Breslau* du 28 avril raconte en termes très-obscurs une émeute qui vient d'avoir lieu à Cracovie, et dans laquelle le général Castiglione a été blessé.

Italie.

Le gouvernement provisoire de Lombardie publie le bulletin suivant :

Milan, le 26 avril. — Le général Durando, qui commande les troupes romaines, a reçu l'ordre d'aller avec sa division, protéger le Frioul menacé par une invasion des Autrichiens.

2,000 hommes de troupes toscanes, 1,100 soldats de Parme et 700 Napolitains ont traversé le Po à Casalmaggiore, se dirigeant vers le camp de Charles-Albert. Casalmaggiore, qui avait parfaitement accueilli ces volontaires, avait refusé le passage à deux corps d'Autrichiens stationnés à Parme.

Une affaire assez chaude a eu lieu à Tiarno : la colonne Thamborg a chargé l'ennemi à la baïonnette. Les volontaires ont ensuite repris leur position entre Storo et Tiarno, attendant l'arrivée de la colonne Anfossi et des autres corps.

On fortifie Rocca-d'Anfo et l'on met garnison à Vestone.

Des lettres écrites du quartier général du roi de Sardaigne, à Volta, à la date du 23, assurent que toutes les dispositions sont prises pour attaquer le 25 Peschiera et Mantoue.

Espagne.

On écrit de Madrid, 27 avril, que le bruit d'une prochaine dissolution des cortès a couru sans fondement.

Tandis que les autorités oppriment les progressistes par toutes sortes de mesures arbitraires, et cherchent à intimider les habitants par un imposant appareil militaire, les carlistes parcourent en maîtres le Bas-Aragon, lèvent des contributions sur les villes et les villages, et augmentent les rangs montemolinistes par des enrôlements.

S. M. la reine a donné le grand croix de Charles III à six des ministres actuels qui ne l'avaient pas encore.

On lit dans le *Messenger* :

La santé du vice-roi a éprouvé, depuis son retour ici, une légère amélioration. Il est déjà sorti plusieurs fois en voiture, et paraît devoir passer l'été à Alexandrie.

Il a été établi deux conseils pour l'administration du pays durant la maladie de Méhémet Aly.

Il a été décidé au conseil d'Alexandrie qu'une armée de 50,000 hommes serait réunie. Ibrahim-Pacha est parti le 15 de ce mois pour l'intérieur, afin d'activer la mise sur pied de cette armée. Ibrahim-Pacha reviendra ensuite ici pour s'occuper de nouvelles mesures administratives qui sont l'objet de pressantes réclamations, entre autres de celle de l'abolition de la *Ferdé* (taxe personnelle), qui frappe toute la population, et plus particulièrement la classe indigente d'Egypte.

BOURSE DE PARIS. — 1^{er} mai 1848.

FONDS FRANÇAIS.	AU COMPTANT.				A TERME.			
	1 ^{er} Crs.	Pl. haut.	Pl. bas.	Dern.	1 ^{er} Crs.	Pl. haut.	Pl. bas.	Dern.
3 p. 0/0.....	47 50	47 50	46 50	46 50	47 50	47 50	46 50	46 25
5 p. 0/0.....	70 50	70 50	68 50	69 50	70 50	70 50	68 25	68 25
Emprunt 3 p. 0/0.	"	"	"	"	"	"	"	"
4 1/2 p. 0/0.....	"	"	"	"	"	"	"	"
4 p. 0/0.....	"	"	"	"	"	"	"	"
Bons du Trés. (pe.)	"	"	"	"	"	"	"	"
Banque de France.	1425	1425	1380	1400	"	"	"	"
Ch. de fer St-Germain.	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans (rive dr.)	115.140.105.	"	"	"	"	"	"	"
Versailles (rive g.)	105.100	"	"	"	"	"	"	"
Paris à Orléans.	550.530.520	"	"	"	"	"	"	"
Paris à Rouen.	400.395.390	"	"	"	"	"	"	"
Rouen au Havre.	195.187 50	"	"	"	"	"	"	"
Marseille à Avignon	200.195	"	"	"	"	"	"	"
Strasbourg à Bâle.	87 50.85	"	"	"	"	"	"	"
Orléans à Vierzon.	245.240.235	"	"	"	"	"	"	"
Caisse hypothéc., ac-	"	"	"	"	"	"	"	"
tion de 1,000.....	110	"	"	"	"	"	"	"
4 canaux, ac. à 5 p. 100	700	"	"	"	"	"	"	"
Mines de la Gr.-Combe	"	"	"	"	"	"	"	"
Zinc Vieille-Montagne.	2600.2400.2450	"	"	"	"	"	"	"
Ville de Paris, Rente	"	"	"	"	"	"	"	"
5 0/0, j. 1 ^{er} 1848.	"	"	"	"	"	"	"	"
Boulogne à Amiens	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans à Bordeaux	392 50	"	"	"	"	"	"	"
Nord.....	343 75.340.330	"	"	"	"	"	"	"
Montreuil à Troyes	"	"	"	"	"	"	"	"
Famp. à Hazebrouck	"	"	"	"	"	"	"	"
Dieppe à Fécamp.	150	"	"	"	"	"	"	"
Paris à Strasbourg.	348 75.346 25	"	"	"	"	"	"	"
Tours à Nantes.	332 50.330	"	"	"	"	"	"	"
Paris à Lyon.....	295	"	"	"	"	"	"	"
Oblig. 4 0/0, av. p.	"	"	"	"	"	"	"	"
j. 1 ^{er} 1848.....	1040.1045.1050	"	"	"	"	"	"	"
Rentes de Naples, 5 0/0	64	"	"	"	"	"	"	"
Emprunt Romain.....	56 55	"	"	"	"	"	"	"
Esp. dette act. 3 0/0 1841	"	"	"	"	"	"	"	"
Empr. Belge 1840, 0/0	71 1/4.70	"	"	"	"	"	"	"
1842.....	71 1/4	"	"	"	"	"	"	"

Le 3 0/0 a ouvert au cours de clôture d'hier : 47 50; des offres assez nombreuses l'ont fait descendre jusqu'à 46, et il est resté au cours de 46 50 au comptant et 46 25 à terme.

Le 5 0/0 fermé hier à 70 75, a ouvert à 70 50, pour tomber assez promptement de 2 fr.; mais, à la fin de la bourse, la cote était remontée à 69 au comptant, et 68 25 à terme.

On a coté le 5 p. 100 en liquidation à 70 fr. premier cours et plus haut et 70 75 dernier et plus bas cours.

Le décompte sur les bons du trésor a été de 3 p. 100. — Les banques de France, ouvertes à 1,425 fr., sont tombées à 1,380 pour rester à 1,400.

En général, l'inquiétude que les baissiers voulaient répandre n'affectait pas profondément les spéculateurs. Les événements des provinces ne paraissent pas inquiéter tant que Paris reste tranquille, et malgré les placards affichés hier, on ne craint pas ici que l'ordre puisse être menacé par le mauvais vouloir d'une imperceptible minorité.

Les chemins de fer ont tous présenté de la baisse sur les cours d'ouverture, et ne se sont pas relevés au dernier moment comme les fonds publics.

Bourses Étrangères.

AMSTERDAM, 30 avril. — 5 0/0 7 1/16 à 3/4; Ard. (de 510) 7 3/16 à 0/0. 5 0/0 espagnol 46 5/8 à 22; Int. 2 1/2 41 1/2; 3 0/0 48 à 48 1/2; 4 0/0 45 1/2.

FRANCFORT, 29 avril. — 5 0/0 67 0/0 pap.; 57 1/2 arg.; 2 1/2 0/0 33 3/4 pap.; 29 3/4 arg.; 3 0/0 espag. 46 7/8 arg.

HAMBURG, 28 avril. — 5 0/0 Ard. 6 1/2 pap.; 6 1/8 arg.; 3 0/0 espag. 45, arg.

MADRID, 27 avril. — 3 0/0 21 3/8 pap.; 5 0/0 13 7/8 pap. Dette sans int. 5 pap. Coupons 9 pap.

LEIPZIG, 28 avril. — Banque: 150.

BRUXELLES, 1^{er} mai. — Emp. Ard. 10 1/8; 5 0/0 70; 4 1/2 0/0 66; 4 0/0 57; Banq. Belge, 58.

Le gérant, V. BERGER.

Paris. — Imprimerie de E. BRIERE, rue Sainte-Anne, 55.

Passage Jouffroy, 16,

CERCLE-CLUB DE LA GARDE NATIONALE

ET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Desseins alternatives de ces deux Clubs ont lieu chaque jour, à huit heures du soir. Les souscripteurs ont toute la journée à leur disposition un salon de lecture, tous les journaux de Paris, des départements et de l'étranger; de vastes galeries, des salons de conversation, des salles de jeu, etc., etc

Prix de la Souscription, 3 francs.